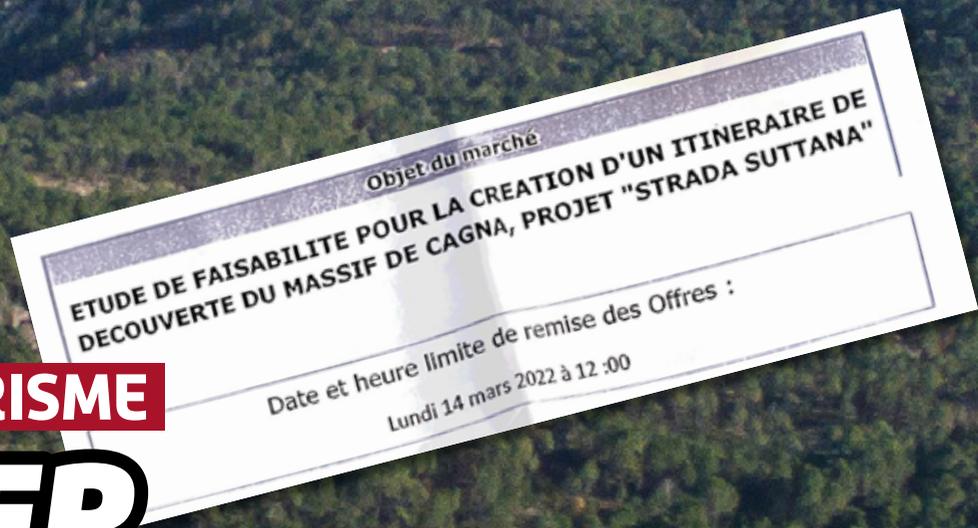




INFORMATEUR CORSE NOUVELLE  
SETTIMANALE CORSU

SETTIMANALE CORSU  
D'INFORMAZIONE  
SETTIMANALE CORSU  
D'INFORMAZIONE



**POLITIQUE DU TOURISME**

**SOULEVER  
LES MONTAGNES  
OU DÉPLACER  
LE PROBLÈME?**

P5À7

Photo Xavier Lorenzi

1,75€

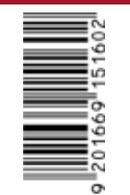


VIE PRATIQUE

**AIDEZ LA BIODIVERSITÉ**

P24

KAMPÀ P2 • ÉDITO P3 • OPINIONS P4  
AGRICULTURE P8 • ASSEMBLÉE P9  
BRÈVES P21 • DETTI È FATTI P22  
LA SÉLECTION DE LA RÉDACTION P23  
CARNETS DE BORD P26  
ANNONCES LÉGALES P9

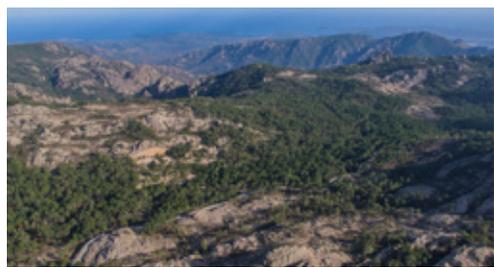


S E M P R ' À F I A N C ' À V O I



## À LA UNE

POLITIQUE DU TOURISME  
**SOULEVER LES MONTAGNES  
 OU DÉPLACER LE PROBLÈME?**  
**P5 À 7**



OPINIONS

AGRICULTURE **AUTONOMIE ALIMENTAIRE DES RÉGIONS**

ASSEMBLÉE

POLITIQUE **L'HÔPITAL PUBLIC S'INVITE DANS LA CAMPAGNE**

EN BREF ET EN CHIFFRES

DETTI È FATTI

LA SÉLECTION DE LA RÉDACTION

VIE PRATIQUE **AIDEZ LA BIODIVERSITÉ**

CARNETS DE BORD

ANNONCES LÉGALES

P4

P8

P9

P8

P21

P22

P23

P24

P26

P9

## ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE™

## RÉDACTION

Directeur de la publication – Rédacteur en chef :

**Paul Aurelli**

(Heures de bureau 04 95 32 89 95 – 06 86 69 70 99)

journal@icn-presse.corsica

Chef d'édition :

**Elisabeth Milleliri**

informateur.corse@orange.fr

(Heures de bureau 06 44 88 69 40)

1<sup>er</sup> secrétaire de rédaction :**Eric Patris**

eric.patris-sra@icn-presse.corsica

(Heures de bureau 06 44 88 66 33)

## BUREAU DE BASTIA

1, Rue Miot (2<sup>e</sup> étage), 20200 BASTIA• **Secrétariat Bernadette Benazzi**

Tél. 04 95 32 04 40 (Heures de bureau 06 41 06 58 36)

gestion@corsicapress-editions.fr

• **Annonces légales Albert Tapiero**

Tél. 04 95 32 89 92 (Heures de bureau 06 41 58 40 23)

al-informateurcorse@orange.fr

## CorsicaPress Éditions SAS

Immeuble Marevista, 12, Quai des Martyrs, 20200 Bastia,

Tél. 04 95 32 89 95

Société locataire-gérante des titres et marques

Principaux associés : PA, JNA, NCB, JFA, GA, AG, RL, PMLD.

Fondateur Louis Rioni

CPPAP 1125 C 88773 • ISSN 2114 009

Membre du SPHR et de

l'Alliance de la Presse d'Information Générale

AZ Diffusion 20600 Bastia • Dépôt légal Bastia

## À MODU NOSTRU

## U sveghju umanitariu

**S** arani stati scarsi soca i parsoni chì ùn ani micca fighjulatu a televisìu, i reti suciali o ascoltatu a radiu dipoi a simana passata, firmendu stantarati è senza voci di pettu à a tragedia attuali in Ucraina incausata da a scimità imperialista di Vladimir Putin. Sò milioni d'ucrainiani chì sò spiazzati par via di stu cunflittu è centunai di millai chì ani trovu rifughju ind'i paesi fruntalieri chì i volini accoglia, ùn fussi cà a Pologna. S'è certi nazioni citati oghji in asempiu sò stati ancu pocu fà contr'à qualsiasi sulidarità aurupea quand'ellu si trattava d'accoglia un'immigrazioni chì ùn ghjunghjissi micca d'Auropa, ùn hè u mumentu di circà dà d'è lizzioni à l'uni è à l'altri. In tutti i casi, a sulidarità s'organizeghja pà sullivà sti famighji chì fughjini a guerra, donni, zitelli è parsoni anziani, par ch'elli pudissini magnà, bia, lavassi, dorma è truvà una cria di ricunfortu malgradu u fattu chì una parti di i soi si truvessi à u frontu pà luttà contr'à l'invasori russiu. Sta guerra, chì pudaria durà assai, inghjenna una crisa umanitaria tremenda, chì s'hà da aghjustà à tutti quill'altri ch'ella cunnosci u nostru mondu sempri avà inde altri parti di a pianetta. S'è i paesi i più vicin'à l'Ucraina pighjani a so parti inde l'accolta di i rifughjati, duvaria essa u casu da qui à pocu d'altri Stati aurupeu, di più à punenti. In Francia, parechji merri è ancu particolari dicini ch'elli sò pronti à metta in ballu st'accolta. «Hè u nostru duveri u più elementariu», hà dichjaratu u secretariu di Statu pà u ministru di l'Auropa è di l'Affari stragneri, Clément Beaune. In Corsica dinò, eletti municipali ma micca solu ani fattu u listessu annunziu. Saria u minimu affari, di porghja a manu à st'aghjenti chì soffrini. È s'è no fussionsi noi, inde u listessu casu? In stu principiu d'annata 2022 è malgradu sta stragi nova, à mezu à stu celu bellu grisgiu spunta un picculu raghju di soli, una luci sulidaria è umana. ■ Santu CASANOVA

**Vous** aimez écrire et/ou prendre des photos?**Vous** avez une bonne connaissance de la vie publique, culturelle, associative et sportive dans votre bassin de vie?**Vous** souhaitez mettre en lumière les initiatives qui y voient le jour?**Vous** vivez en Centre-Corse, dans le Cap, la région de Vico, celle de Bonifacio ou le Sartenaïs?**REJOIGNEZ L'ÉQUIPE CLP D'ICN****Écrivez-nous: journal@icn-presse.corsica**

## SI PASSA CALCOSA... ANNANT'A RETA

**La France est le pays des droits de l'Homme**, farouchement opposé à la peine de mort, viscéralement hostile à la loi du Talion et à tout ce qui, de près ou de loin, ressemble à une vendetta. Il n'est pas inutile de le re-préciser. Surtout après avoir lu les innombrables tweets pondus à jet continu qui ont suivi, et dans bien des cas salué, l'annonce de l'agression d'Yvan Colonna par un de ses codétenus. Les faits se sont produits dans l'enceinte de la prison centrale d'Arles où Yvan Colonna avait été transféré, après avoir été condamné définitivement, en juillet 2012, pour l'assassinat du préfet Claude Erignac. À l'heure où nombre d'observateurs nous annoncent que le monde s'apprête probablement à renouer avec «*les heures les plus sombres, etc., etc.*», il s'en trouvera sans doute pour trouver réconfortant le remarquable consensus qui a pu se dégager lorsqu'il s'est agi de s'exclamer «*bien fait pour lui!*» ou, pour ceux qui ont un peu plus de références littéraires, de placer un «*qui a vécu par l'épée...*». Sans même parler du «*justice est faite*» qu'ont cru bon de ressortir certains, pour qui Cayatte et coyote, c'est quand même un peu du pareil au même, à l'heure du blanc limé au comptoir. De l'insoumis au zemmourien, en passant par le marcheur et le desperado niqueur de système, du moins de 5 à 7, avant que ne sonne l'heure de ricaner devant TPMP, une convergence s'est faite, pour un bref moment. À chacun sa manière de faire peuple ensemble. Après tout, on a déjà vu plus hétéroclite. Il n'empêche, tout ça nous a fait d'excellents français, subitement mus par une sorte d'esprit de corps, seule forme d'esprit accessible aux ovins et aux supporters ultras du PSG. Bien sûr, en provenance de la twittosphère corse, on n'a pas toujours accueilli ces commentaires presque aussi éclairés que la tour Eiffel un jour d'hommage dans le plus grand calme. Fort heureusement, il s'est aussi trouvé des intervenants, à commencer par des avocats, pour interroger sans parti pris ni affect le rôle de la justice et les devoirs de la république envers tous, détenus compris. ■ **EM**

**LEGURNU ERWAN** @legurnu · 10h  
En réponse à @Corse\_Matin  
quand un terroriste en croise un autre.

**HUNT Ethan** @HUNTEth76944582  
Replying to @Corse\_Matin

Justice has been done. 🇫🇷

**Hank H** @Hey\_Hank\_H · 7h  
En réponse à @FTViaStella  
Ça s'appelle le karma

**Filou Woods** @Philwoods33  
Replying to @Ugobernalicis

Et une pensée pour le préfet Aurignac ? Non ? Sale con

**Jean-René Caluyau** @JCaluyau  
Replying to @capigriggj and @Fabien\_Roussel

Colonna n'est pas une racaille, c'est un assassin d'un préfet, il aurait dû être condamné à mort et guillotiné si nous étions en 1980.

**Fabien Roussel** @Fabien\_Roussel · 13h  
Nul ne peut accepter qu'un condamné, quel qu'il soit, se fasse étrangler en prison.  
La République se doit de garantir les droits et l'intégrité physique de chacun, y compris des détenus.  
Les conditions de l'agression d'Yvan Colonna devront être éclaircies.

**Avokayon** alias Père Castor @Avokayon · 11h  
Il faudra bien un jour que la République se décide à assurer la sécurité effective, et non illusoire, des détenus, quels que soient les actes pour lesquels ils sont incarcérés. Chaque mort est un échec de la justice

### HUMEUR

## Malédiction

**N**ouvelle saison de Koh-Lanta avec l'apparition cette année d'un totem maudit qui se rajoute au traditionnel totem d'immunité. De quoi ravir les téléspectateurs impatients de se confronter ou d'encourager, bien calés dans leur canapé, les candidats qui ont accepté de multiples privations pour finir debout sur un poteau!

Une malédiction qui pour ce jeu télévisé n'est qu'un symbole de pénalités. Mais dans notre quotidien, nous autres pauvres quidams, ne devons-nous pas faire face à quelques autres totems maudits.

Malédiction sont ces forces supérieures, ces colères divines quand nous sommes touchés par des événements climatiques alors que tout semble démontrer que nous sommes, la force inférieure, à l'origine de ces sortilèges qui impactent aussi les espèces animales et végétales.

Malédiction est la Chine avec ces derniers Jeux Olympiques non-durables, sans aucune dimension écologique. Mais ne faudrait-il pas aussi et fortement réprover, voire maudire toutes ces voix fortes subitement devenues aphones avant, durant et après l'organisation de ces olympiades synonymes de privations, de destructions et de tractations politico-sportives.

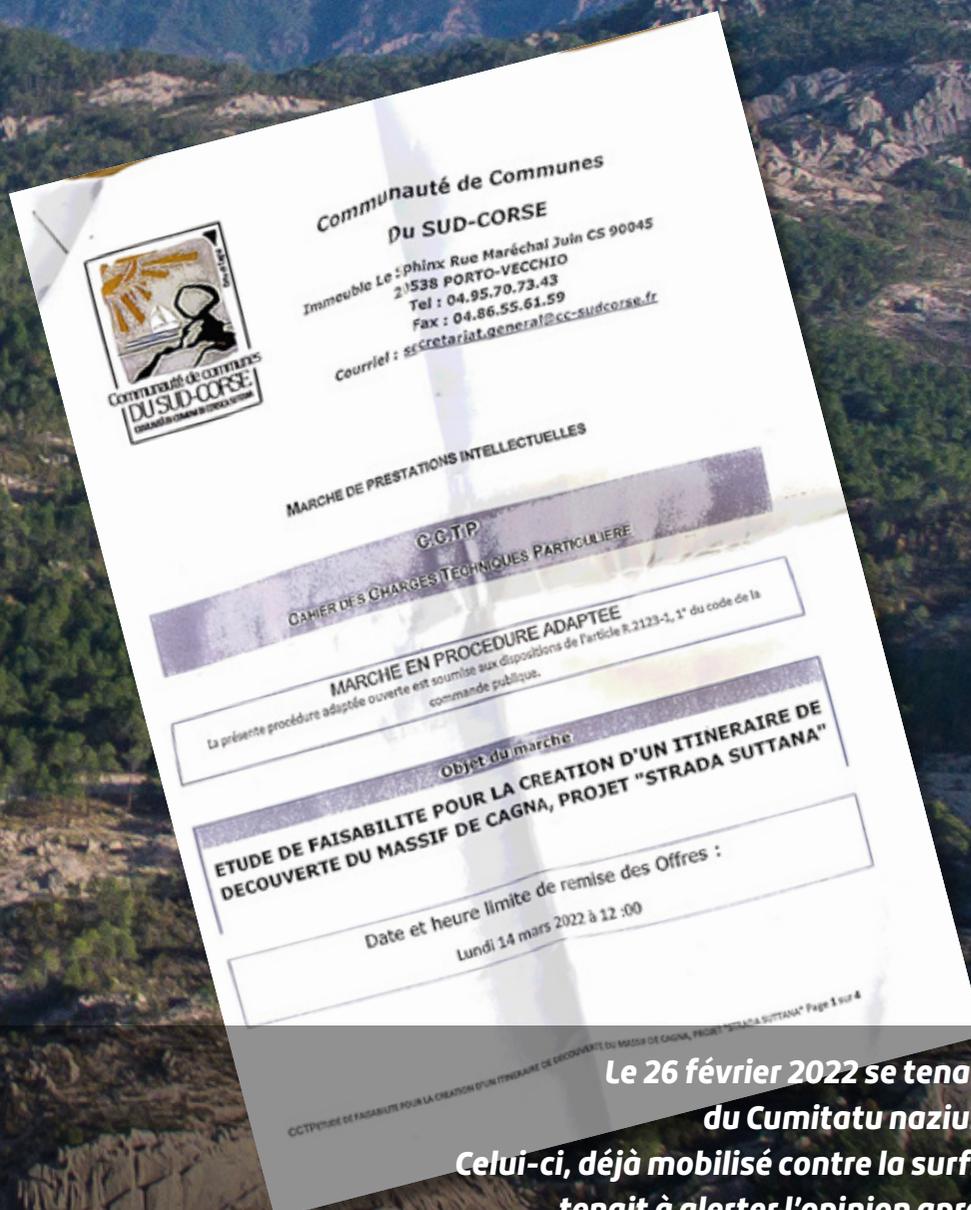
Malédiction est cette soif de pouvoir, de conquête de ces tyrans qui s'arrangent avec la réalité et de ceux qui leur serrent complaisamment la main pour plus de facilité.

Malédiction est cette société de consommation qui enjoint de toujours gagner plus, qui nous pousse à satisfaire tous nos désirs, ici, maintenant et vite! Une frénésie d'achat, de possession, pour nous permettre de vivre mieux, mais surtout nous faire oublier ces autres charmes ou bonheurs, qui nous permettent tout simplement, et sans magie, de mieux vivre.

Et puis enfin, malédiction est la vie puisque faite de hasards, d'épreuves et d'incertitudes. Une malédiction qui est pourtant comme le dit Marguerite Yourcenar, notre seul bien. Comment le dire à ceux qui n'en ont que faire? Comment le dire à ce dictateur russe qui évoque désormais la force de dissuasion? Comment se le dire sans [se] maudire? ■ **Dominique PIETRI**

POLITIQUE DU TOURISME

# SOULEVER LES MONTAGNES OU DÉTOURNER LE PROBLÈME?



**Le 26 février 2022 se tenait à Levie une conférence de presse du Cumitatu nazionalistu di u rughjoni di l'Alta Rocca. Celui-ci, déjà mobilisé contre la surfréquentation des massifs de Corse, tenait à alerter l'opinion après le lancement d'un appel d'offres par la Communauté de communes du Sud Corse en vue de la réalisation d'une étude de faisabilité pour un projet d'« itinéraire de découverte » dans le massif de Cagna. L'occasion aussi de revenir sur le cas du massif de Bavella, dont l'équilibre écologique est de plus en plus fragilisé par une fréquentation croissante maintes fois dénoncée, mais qui reste encore à réguler.**



Photo Xavier Lorenzi

*«Les délais nécessaires, par exemple, pour mettre en œuvre la protection des «grands sites» ne permettront rien avant de nombreuses années alors qu'il y a urgence!»*

**L**e projet porte le nom de Strada suttana et n'en est pour l'heure qu'au stade de l'appel d'offres pour la réalisation d'une étude de faisabilité. Il s'agirait de créer un «itinéraire de découverte» dans le massif de Cagna qui s'étend de la vallée de l'Ortolu à la plaine de Figari. Il n'en fallait pas davantage, cela dit, pour susciter l'intérêt puis l'inquiétude du Cumitatu naziunalistu di u rughjoni di l'Alta Rocca, mobilisé depuis plusieurs années contre la surfréquentation des massifs et qui a déjà mené plusieurs actions, notamment sur le secteur de Bavella, pour y dénoncer la surexploitation de la montagne en dehors de toute gestion structurée, au péril de l'ensemble de la biodiversité, mais aussi les risques accrus d'accidents, et le manque de structures adaptées pour l'accueil d'un nombre sans cesse croissant de visiteurs et de véhicules.

Ce 26 février 2022, à Levie, toutes les mouvances nationalistes se sont donc réunies pour faire part de leurs constats et analyses de la situation. En préambule, Karina Halewa, porte-parole du Cumitatu, a rappelé que les sites de montagne de l'Alta Rocca souffraient d'une surfréquentation chaque année plus importante, mettant en péril le fragile équilibre écologique de la région ainsi que tout l'écosystème remarquable de la pieve: «*Cette situation perdure depuis de nombreuses années, et rien n'a été fait pour l'endiguer*» déclarait-elle en ajoutant que «*si les élus parlent de la problématique, rien ne laisse espérer une solution à brève*

*échéance. Les délais nécessaires, par exemple, pour mettre en œuvre la protection des «grands sites» ne permettront rien avant de nombreuses années alors qu'il y a urgence!»*

L'accent était mis sur la destruction de la faune et de la flore, essentiellement dû à ce flux touristique de plus en plus important et non contrôlé. L'exemple le plus frappant étant celui du mouflon de Corse, animal emblématique s'il en est, dont les experts craignent la disparition du massif de Bavel-la d'ici à trente ans, en raison de «*l'impossible cohabitation entre les espèces sauvages et humaines*». Pour la survie de l'espèce, le Parc naturel régional de la Corse a procédé il y a quelques années, à la réintroduction de mouflons dans le massif de Cagna car, ironie de la situation actuelle, il était l'un des derniers sites vierges de l'île... Aussi, favoriser la fréquentation touristique du massif de Cagna semble tout sauf pertinent pour Jean-Jacques Lucchini, membre de la majorité territoriale. «*Si on a choisi Cagna à l'époque pour réintroduire le mouflon, l'un des critères principaux était la tranquillité du site. Or ce projet remet en cause l'installation des mouflons à Cagna. Pour le parc, nous estimons que nous n'avons pas mis autant de moyens pour la réussite de cette opération pour ensuite laisser faire ce sentier, dans de telles conditions. Outre la question du mouflon, on envoie des gens dans la nature sans qu'il y ait de structures d'accueil au préalable, sans garde-fou, sans même que l'appel d'offres en fasse mention, tout en sachant que le bivouac*

**Face à la fréquentation croissante** de la montagne corse, concentrée sur un temps assez court et à son impact, que ce soit sur les déplacements, la qualité de l'eau ou la ressource en eau, la gestion des déchets ou bien l'acceptabilité sociale, l'Office de l'environnement de la Corse (OEC) s'était attelé voilà plus de trois ans à tenter de quantifier ce phénomène de surfréquentation, partant du principe que la recherche d'un équilibre entre développement économique du tourisme de pleine nature et préservation des espaces naturels suppose de partir d'un constat le plus détaillé possible. En 2019, l'OEC avait donc lancé une mission d'études et de gestion de la montagne corse, en mutualisant ses moyens avec ceux de l'Agence du tourisme de Corse, du Parc naturel régional et de l'Université de Corse. Animée et coordonnée par l'OEC, elle se concentrait sur deux axes: la mesure des flux piétonniers, avec la mise en place d'éco-compteurs, aux entrées du GR20 et des sentiers du patrimoine et la caractérisation des usagers. Les premiers résultats mettaient notamment en évidence une importante fréquentation du GR20 mais des retombées économiques modérées pour le territoire, et une forte pression sur l'intérieur de l'île.

À l'été 2020, l'OEC et la Communauté de communes de l'Alta Rocca, porteuse d'un projet de labellisation Grand site pour Bavella, s'y étaient retrouvés pour évoquer notamment l'étude de fréquentation du massif de Bavella menée par la communauté de communes et l'impact de cette fréquentation. Et certains effets néfastes étaient indéniables: pollution de l'eau des piscines naturelles de Purcaraccia (depuis lors plus prisées encore et perçues comme une sorte de parc de loisirs aquatique en libre accès comme en témoignent des photos ou des vidéos qui ont pu circuler lors de l'été 2021) saturée d'huile solaire, nuisances pour la faune sauvage, qu'il s'agisse des rapaces ou des mouflons, perturbés entre autres par les drones ou les hélicoptères. Pierre Marcellesi, président de la communauté de communes, avait abordé la question d'un accès payant aux sites naturels, faisant valoir que «ce qui est gratuit ne vaut rien, et lorsque quelque chose ne vaut rien, on le néglige». Plus récemment, dans la motion déposée à l'Assemblée de Corse lors de la session des 3 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 2021, Jean-Jacques Lucchini avait proposé entre autres qu'une expérimentation puisse être menée par la Collectivité de Corse, «en concertation avec l'ensemble des acteurs, sur certains sites sélectionnés qui ont été identifiés comme subissant les agressions et nuisances du tourisme de masse», que les conseillers exécutifs en charge des dossiers relatifs au tourisme et à la préservation de l'environnement, présentent «en amont de la saison estivale 2022, une feuille de route effective sur la gestion des sites actuellement hyper fréquentés, en relation avec le Comité de Massif pour ce qui concerne les sites de montagne», que puisse être ouverte avec l'État une «discussion sur le principe et les moyens d'un transfert de fiscalité environnementale et comportementale vers la Collectivité de Corse, les communes et les intercommunalités». Sans grand effet, manifestement, du moins pour l'heure. Si Pierre Benedetti, chef technicien de l'environnement, spécialiste du mouflon corse depuis plus de 40 ans à l'ONFCS puis à l'Office français de la biodiversité soulignait dans nos colonnes qu'on «ne peut pas réduire la nature au marketing», le mouflon – et la vague promesse de le voir dans certains sites – semble actuellement être surtout un argument de vente précieux au service de la «destination corse». ■ EM



## Le littoral [...]étant saturé, les investisseurs se ruent sur les massifs et les transforment petit à petit en parc d'attractions, au mépris du tissu socio-économique local.

et le camping sauvage sont interdits. Donc, pour nous, les choses sont claires: il n'y aura pas de financement de la Collectivité de Corse. Nous ne soutenons pas ce projet» affirmait le conseiller territorial qui, à l'automne 2021, avait déposé devant l'Assemblée de Corse une motion qui, posant le constat que certains sites étaient en proie à la surfréquentation et «parfois banalisés au rang de «parc de loisirs» ou de «grandes surfaces du sport de nature»», demandait la mise en œuvre de plusieurs actions visant à mieux les gérer et les protéger.

La parole a également été donnée aux professionnels de la montagne, aux socio-professionnels locaux et notamment au responsable du syndicat des professionnels des activités de pleine nature. Pour Sauveur Grisoni, il ne faut pas opposer les socioprofessionnels aux habitants du rughjonu et ne pas cibler systématiquement les professionnels de la montagne: «Peut-on totalement interdire l'accès aux massifs? Les métiers ont changé ainsi que les modes de vie. Il n'y a quasiment plus de bergers. Il faut donc penser à un développement durable et raisonné, alliant le respect de nos modes de vies et traditions, la préservation de nos richesses naturelles et la gestion de ce flux touristique. C'est pourquoi nous demandons l'instauration de quotas, afin de limiter cette fréquentation, et que celle-ci soit encadrée et non plus anarchique»

Dans la salle, un intervenant originaire de Bavella a tenu

à souligner que la montagne est désormais soumise aux mêmes pressions que le littoral, expliquant que, celui-ci étant saturé, les investisseurs se ruent sur les massifs et les transforment petit à petit en parc d'attractions, au mépris du tissu socio-économique local. Cet afflux d'investisseurs extérieurs entraîne les mêmes dérives que sur la côte: résidences secondaires, flambée des loyers, perte des repères culturels, manque d'activités professionnelles hors tourisme, chômage, paupérisation, délinquance... «La grande majorité des sociétés qui investissent aujourd'hui dans l'Alta Rocca sont de simples boîtes aux lettres. Seuls le profit et l'argent les intéressent. Les revenus des activités para-hôtelières et touristiques repartent immédiatement à l'étranger. Il n'y a aucune retombée pour les Corses des villages. Il faut dire «basta avà!» car nous sommes devenus des indiens chez nous. Encore quelques années et l'on n'aura même plus assez de terrains pour créer cette réserve d'indiens.» En conclusion, le cumitatu, soutenu par l'ensemble des mouvements nationalistes, a demandé le retrait de l'appel d'offres, recommandé qu'avant de lancer des projets de développement touristique, tous les acteurs soient consultés et réitéré le souhait que l'on mette en place une réglementation et des structures adaptées en amont de tout projet et non l'inverse. À défaut de pouvoir soulever des montagnes, il est en effet souhaitable de ne pas se borner à déplacer les problèmes. ■ Xavier LORENZI

AUTONOMIE ALIMENTAIRE DES RÉGIONS

# CORSE ET ÎLE-DE-FRANCE SQUATTENT LE BAS DU TABLEAU

**À quand une Corse autonome? S'il est question du statut de la région, malgré les victoires électorales réitérées des nationalistes, autonomistes en tête, ce n'est apparemment pas pour demain. S'il s'agit d'autonomie alimentaire, la route risque d'être bien longue. Selon le bilan du modèle alimentaire français dressé par le think tank Utopies, l'île pointe à l'avant-dernière place dans le classement des régions métropolitaines évaluées en matière d'autonomie alimentaire.**

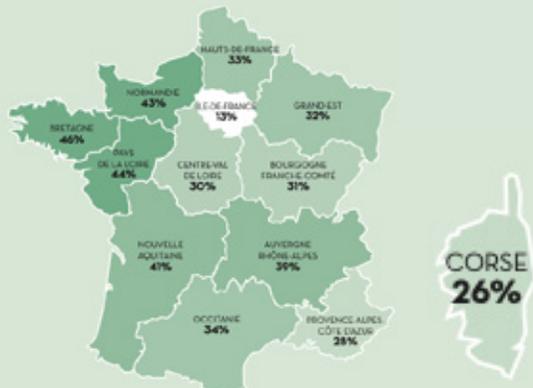
**Le changement climatique**, puis la crise sanitaire et à présent la perspective d'une guerre ont ravivé les craintes de pénuries alimentaires ou à tout le moins de tensions sur l'approvisionnement de certaines matières premières. Et amené nombre d'entre nous à s'interroger sur la capacité des territoires à garantir l'alimentation de leurs habitants en cas d'aléas. Dans une étude intitulée *Résilience alimentaire: nourrir les territoires en temps d'incertitude*, Utopies, agence indépendante et think tank sur le développement durable, a dressé le bilan du modèle alimentaire français et établi un classement des régions les plus résilientes de France métropolitaine fondé sur trois critères. Le taux d'autonomie alimentaire: la part de la consommation alimentaire couverte par la production domestique, laquelle concerne la production agricole et la transformation agroalimentaire. Le taux d'autonomie sur la production agricole, à savoir le taux de produits cultivés sur le territoire et destinés à nourrir la population dudit territoire. Le taux d'autonomie sur la transformation agroalimentaire, soit le taux de produits transformés sur le territoire et destinés à nourrir sa population.

La résilience alimentaire, elle, correspond à la capacité d'un territoire à assurer la satisfaction des besoins alimentaires de ses habitants face aux divers aléas (climatiques, naturels, industriels, sanitaires) susceptibles de perturber le fonctionnement de son système alimentaire. Elle peut se mesurer sur la base de la capacité du territoire à développer: une forte autonomie, en prenant en compte la production agricole, mais aussi les activités de transformation, distribution et restauration; une grande diversité d'activités agricoles, agroalimentaires et d'activités connexes pour avoir la capacité de rebondir face à un choc; une soutenabilité des modes de production et de consommation, c'est-à-dire assurer la transition vers des modes de production et de consommation plus durables pour

anticiper de nombreux aléas environnementaux. Actuellement, à l'échelle du pays, 60 % de la production agricole et de la transformation agroalimentaire nécessaires pour satisfaire la consommation alimentaire domestique sont fournis par le territoire national. Toutefois, si on ne considère que l'amont agricole, 43 % seulement des produits agricoles nécessaires sont issus de la production française. À l'inverse, 72 % de la transformation agroalimentaire nécessaire est réalisée sur le territoire français. Pourtant, selon l'étude d'Utopies, la France a les moyens d'une autonomie beaucoup plus élevée: si 100 % de sa production était tournée vers la demande domestique, elle disposerait d'une autonomie potentielle de 98 % sur la production agricole et de 144 % sur la transformation agricole. Cela étant, les réalités sont très contrastées d'une région à l'autre. La Bretagne se classe à la première place des régions les plus résilientes, avec un taux d'autonomie alimentaire de 46 %, elle présente un score de 30 % pour l'autonomie sur la production agricole, et de 55 % d'autonomie sur la transformation agroalimentaire. À la toute dernière position, l'Île-de-France, avec 19 % pour le taux d'autonomie alimentaire, 1 % pour le taux d'autonomie sur la production agricole et 30 % pour ce qui est de l'autonomie sur la transformation agroalimentaire. La Corse pointe à l'avant-dernière position: 26 % pour l'autonomie alimentaire, 6 % d'autonomie sur la production agricole [soit deux fois moins que Paca] et 38 % d'autonomie sur la transformation agroalimentaire. De même, si l'île présente un score honorable en matière de diversité de sa production agricole [plus de 68 %, le meilleur score étant celui du Pays-de-la-Loire avec 74,7 %], elle se retrouve une fois encore avant-dernière pour ce qui est du score global pour la diversité économique alimentaire, du fait notamment d'une diversité en matière de transformation alimentaire de 53 %, pour une moyenne nationale de 75 %. ■ AN

Savoir + : [www.utopies.com/think-tank/](http://www.utopies.com/think-tank/)

## AUTONOMIE ALIMENTAIRE CLASSEMENT DES RÉGIONS



RÉGION	Taux d'autonomie alimentaire	Taux d'autonomie sur la production agricole	Taux d'autonomie sur la transformation agroalimentaire
1 Bretagne	46%	30%	55%
2 Pays-de-la-Loire	44%	27%	55%
3 Normandie	43%	26%	54%
4 Nouvelle-Aquitaine	41%	28%	49%
5 Auvergne Rhône-Alpes	39%	13%	56%
6 Occitanie	34%	18%	44%
7 Hauts-de-France	33%	20%	41%
8 Grand Est	32%	10%	47%
9 Bourgogne Franche-Comté	30%	9%	43%
10 Centre-Val-de-Loire	30%	17%	38%
11 Provence Alpes Côte d'Azur	28%	12%	38%
12 Corse	26%	6%	38%
13 Île-de-France	19%	1%	30%



## ENVIRONNEMENT

## REPRENDRE LA MAIN SUR LA GRANDE PLAISANCE

«**L'ensemble de notre littoral côtier** est depuis des années touché par une fréquentation très importante d'un tourisme non maîtrisé qui, si nous ne faisons rien, remettra en cause l'équilibre et l'intégrité de l'écosystème marin et littoral». Le 24 février 2022, lors de la séance de questions orales de l'Assemblée de Corse, Marie-Claude Branca, conseillère territoriale Core in Fronte, a interrogé l'exécutif sur les moyens à mettre en œuvre pour la défense de notre environnement maritime. Rappelant qu'en 2019 un arrêté d'interdiction d'amarrage près des côtes a été pris au niveau français pour protéger les herbiers de posidonie, la conseillère territoriale a regretté que quelques mois plus tard une dérogation pour l'amarrage des bateaux de 24 mètres et plus dans les lieux moins profonds ait été accordée. Dérogation qui a déjà donné lieu à l'installation en 2021 de 14 coffres d'amarrage dans la réserve de Bonifacio. «*D'ici peu, il devrait y en avoir 90 dans toute la Corse. Pour nous, il est primordial de protéger et respecter ces espaces naturels, notre environnement et l'activité des pêcheurs qui seraient mis en danger par ces amarrages qui favorisent la mercantilisation de la mer*», a-t-elle par ailleurs lancé, demandant à l'exécutif ce qu'il entend faire «pour protéger nos espaces au regard du danger pour l'environnement que l'amarrage de ces bateaux représente». En écho, Guy Armanet, le président l'Office de l'Environnement de la Corse (OEC), répond qu'il considère «que nous n'avons pas été assez loin et pas été assez restrictifs» concernant la préservation des herbiers de posidonie. Confiant avoir été dans les Bouches de Bonifacio, à la rencontre de bateaux de grande plaisance, il déplore ainsi avoir constaté que ceux-ci n'étaient «pas amarrés là où ils auraient dû l'être» et continuent de surcroît de «narguer l'OEC». Concédant également les rétropédalages de l'État en matière de protection de ces sites, il décrit en outre «un manque de moyens criant, et un certain passage en force qui ne devrait pas se faire. Les scientifiques et l'OEC doivent donner leur aval et un accord avant que des coffres d'amarrage ne soient déposés. Souvent ce n'est pas le cas et nous serons extrêmement vigilants à cela. Nous devons reprendre la main sur la grande plaisance en Corse, et la manière dont ces bateaux vont accoster nos côtes et polluer nos sites, et notamment le grand dérangement que cela peut causer à nos posidonies. Je compte bien sous peu vous proposer plusieurs pistes afin que nous puissions restreindre cette fréquentation». ■ MP

## POUVOIR D'ACHAT DES CORSES

## CONSTRUIRE DES MESURES CONCRÈTES POUR L'AMÉLIORER

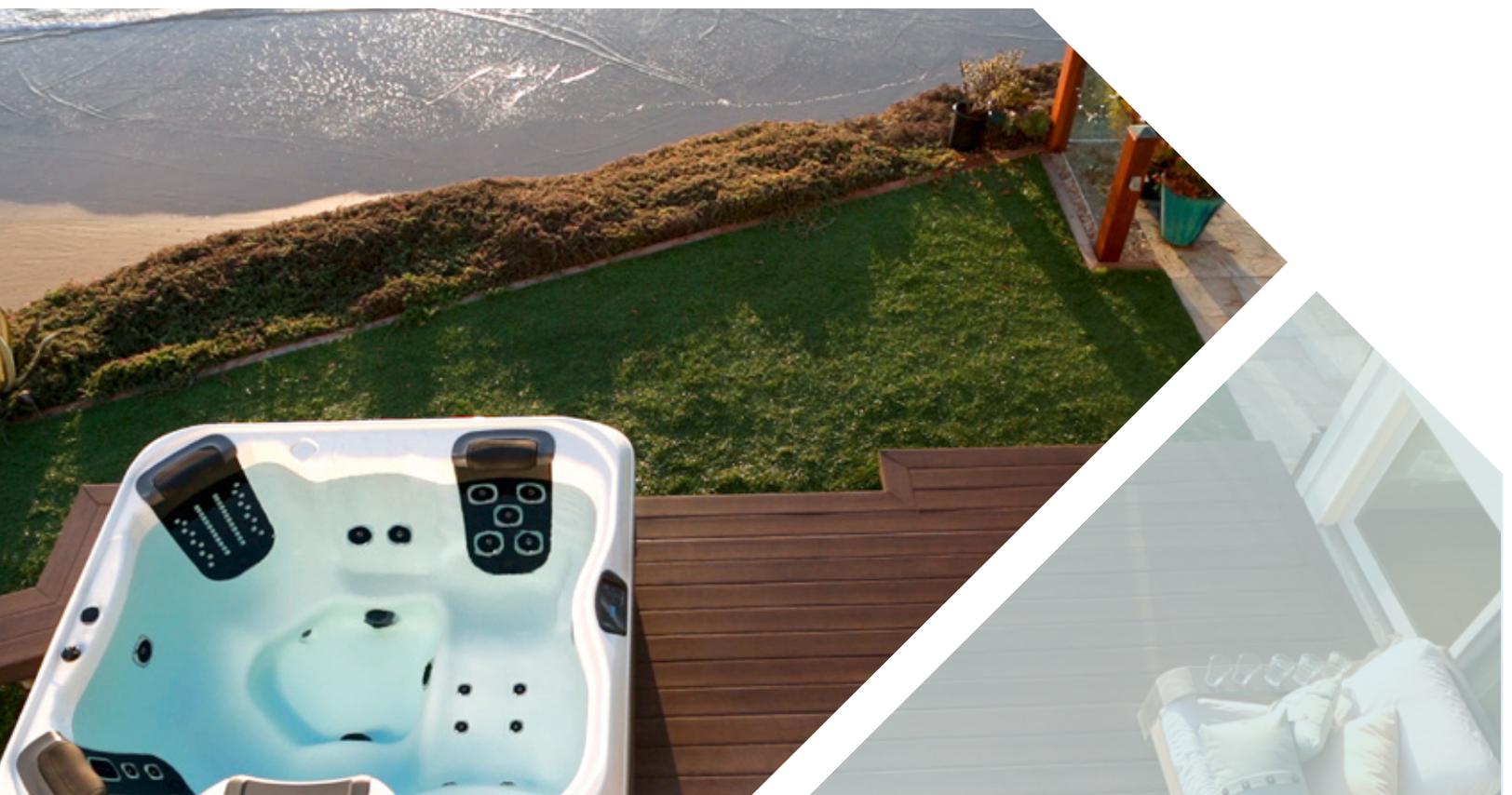
**La première conférence sociale sur le pouvoir d'achat se réunira au premier semestre 2022. C'est afin de préparer celle-ci qu'un rapport d'information relatif à l'action de la Collectivité de Corse (CdC) en la matière a été présenté à l'hémicycle lors de la session du 25 février.**

«**La problématique de la cherté de la vie** et du pouvoir d'achat des Corses constitue une préoccupation majeure de l'Assemblée de Corse, dont les contours ont été renouvelés à l'occasion de la crise des Gilets jaunes en 2018 puis de la crise sanitaire liée au Covid-19», souligne le rapport en rappelant que la CdC «a été proactive dans la mise en place de dispositifs permettant, dans le respect des règles du marché et du secteur concurrentiel, d'apporter une réponse aux difficultés sociales que rencontrent de trop nombreux insulaires». Et, précise le texte «Plus qu'un modèle économique et sociétal à rétablir après la crise du COVID, la question se pose d'un véritable changement de paradigme, avec une économie plus solidaire, plus valorisante des circuits courts, plus durable pour la population». Il est proposé pour ce faire «d'ouvrir un débat plus large sur le pouvoir d'achat et la vision du rôle essentiel que doit jouer notre institution, en étant tantôt moteur, tantôt force de proposition et toujours concernée par les problèmes que rencontrent les Corses sur leur territoire». Après la Conférence alimentaire qui s'est tenue fin janvier, la conférence sociale consacrée au pouvoir d'achat aura ainsi pour but de déboucher sur des propositions concrètes à l'été 2022 dans trois domaines: le renforcement du dispositif relatif à la cherté de la vie, la prise en compte effective de la délibération relative aux coûts des carburants, et la construction d'une action renforcée et convergente de l'ensemble des acteurs en vue d'améliorer qualitativement, quantitativement et au niveau des prix l'offre de logements en Corse. ■ MP

# CORSE PISCINE POLYESTER



Votre rêve  
accessible



[www.corsepiscine.com](http://www.corsepiscine.com)

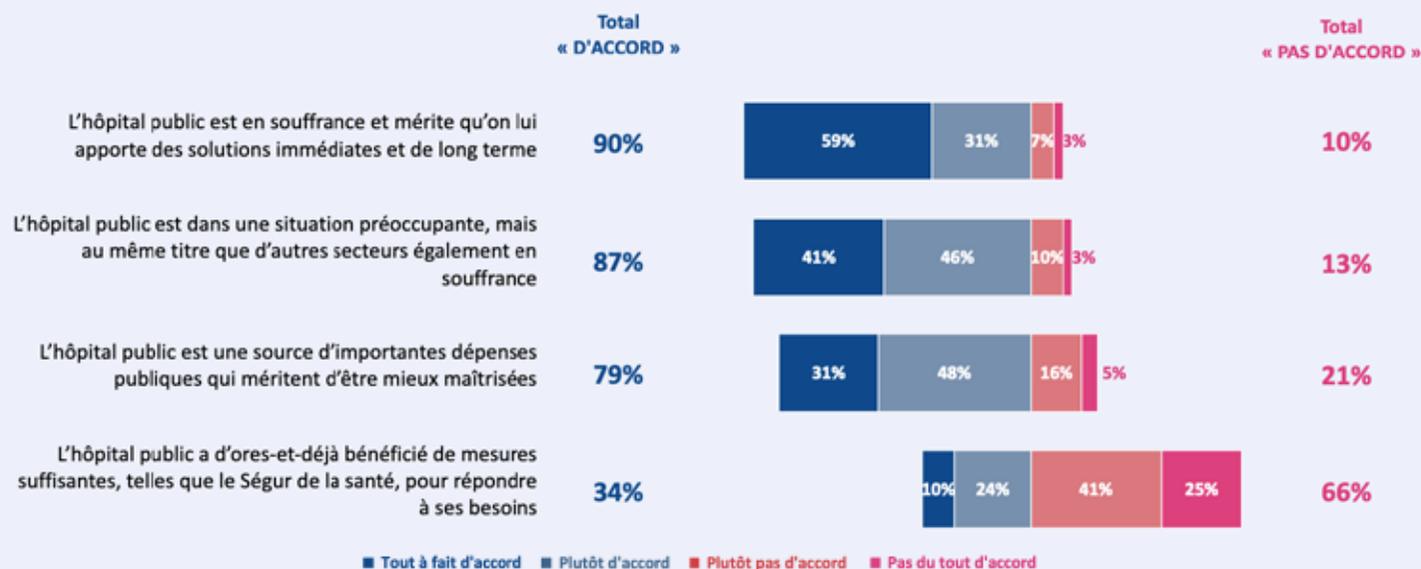
06 43 73 07 40

PRÉSIDENTIELLE

## LA QUESTION DE L'HÔPITAL PUBLIC DEVRAIT PESER DANS LE DÉBAT

### L'adhésion à différentes affirmations concernant l'hôpital public

Question : Etes-vous d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes concernant l'hôpital public ?



**Si, dans la perspective de l'élection présidentielle, les Français sont tout particulièrement attentifs à la question du pouvoir d'achat, celle de la santé les préoccupe fortement, en particulier lorsqu'il s'agit de protéger l'hôpital public. C'est ce que met en évidence une enquête flash de l'Ifop réalisée pour la Mutuelle nationale des hospitaliers (MNH).**

À la veille de l'élection présidentielle, la santé est, sinon le, du moins un sujet majeur de préoccupation. C'est en tout cas ce qu'indiquent les résultats de l'enquête flash de la santé MNH, réalisée par l'Ifop pour la Mutuelle nationale des hospitaliers, réalisée du 21 au 22 janvier 2022 et dont les résultats ont été rendus publics le 22 février 2022. En effet, si des thèmes tels que la sécurité et l'immigration, souvent mis en avant par certains candidats, font partie du Top 4 des préoccupations exprimées par les sondés, il n'en reste pas moins qu'elles se trouvaient fortement dépassées par les inquiétudes liées au pouvoir d'achat et aux enjeux de santé. Le premier thème mis en avant était celui du pouvoir d'achat, que 30 % des personnes interrogées identifiaient comme le principal sujet prioritaire de l'élection présidentielle. Il se classait donc loin devant ceux de la santé, peu mentionnée par les candidats jusqu'à présent, et de l'immigration, qui arrivent en deuxième position, puisque la même proportion de sondés [14%] les désignaient comme le sujet prioritaire numéro un. Venait ensuite la sécurité mise en avant par 11% des sondés. Cela étant, lorsque les sondés étaient invités à énumérer, dans l'ordre, les sujets qu'ils jugeaient majeurs, la question du pouvoir d'achat atteignait 48% [toujours en tête, donc], suivie par la santé [28%], puis la sécurité [27%] et l'immigration [24%].

La santé est davantage un enjeu majeur pour les femmes qui étaient 34% à la mentionner, soit 6 points de plus que la moyenne, les 18-24 ans [33%], les habitants des communes rurales [35%], et les sympathisants d'EELV, qui considéraient la santé [48%] et l'environnement [49%] comme les deux sujets prioritaires de la campagne.

Sur le thème de l'hôpital public, les inquiétudes étaient fortes, avec 90 % des personnes interrogées qui se disaient d'accord avec l'affirmation : « l'hôpital public est en souffrance et mérite qu'on lui apporte des solutions immédiates et de long terme », et 85% qui étaient d'accord avec l'affirmation « l'hôpital est en danger » tandis que pour 67% « l'hôpital public répond correctement aux missions qui lui sont confiées ». En revanche, l'affirmation selon laquelle « l'hôpital public dispose des moyens humains, financiers et matériels suffisants pour fonctionner » ne recueillait que 32% d'assentiment.

Invités à se prononcer sur l'importance des propositions visant à défendre l'hôpital public et les agents hospitaliers dans la campagne présidentielle, à 97% les sondés jugeaient qu'elles devaient être un enjeu de l'élection ; et pour 53%, il s'agissait même d'un enjeu « prioritaire ». Enfin, 89 % des personnes interrogées jugeaient importante la mise en place d'une complémentaire santé et prévoyance de qualité pour les agents hospitaliers du service public. ■ AN

AIDE AUX DÉPLACEMENTS SANITAIRES

## Deuxième édition de l'opération A Casa rossa

**Depuis 12 ans**, l'association Inseme vient en aide aux personnes contraintes de se déplacer sur le continent pour raisons médicales ainsi qu'à leurs accompagnants. Parmi les principales difficultés auxquelles sont confrontées les familles concernées, l'hébergement constitue un problème majeur. Outre qu'aucune nuitée n'est prise en charge par l'Assurance maladie, les hébergements sont peu nombreux et souvent saturés et leur coût est prohibitif, notamment pour les déplacements les plus longs. Inseme a fait de l'aide à l'hébergement une action prioritaire. Pour ce faire, elle collecte des fonds pour apporter un soutien financier direct aux familles (remboursement jusqu'à 50 % des frais d'hébergement); recense les hébergements disponibles à proximité des lieux de soins et met à disposition (sur son site et son application) une carte de géolocalisation permettant de se repérer facilement et organise de grandes collectes participatives pour acquérir des appartements à proximité des hôpitaux, à Marseille, Nice et Paris. Malgré le succès de ces actions, l'offre n'est pas suffisante pour faire face aux besoins d'hébergement des insulaires et l'association est de plus en plus sollicitée, comme en témoignent les chiffres: 860 familles accompagnées en 2021 contre 672 en 2020. Elle relance donc l'opération A Casa rossa dont l'objectif est de récolter des fonds spécifiquement dédiés à l'hébergement des familles contraintes d'accéder à des soins sur le continent. Le principe est simple: chacun peut venir récupérer des boîtes à dons dans les locaux d'Inseme, pour les déposer chez des commerçants, dans des administrations ou des entreprises afin que, entre le 1<sup>er</sup> et le 31 mars, ceux qui souhaitent contribuer y déposent la participation de leur choix. Tout le monde peut participer, il n'y a pas de petit don. La première édition d'A Casa Rossa, en mars 2020, avait dû être annulée à mi-parcours en raison du contexte sanitaire et de la fermeture de la plupart des nombreux commerces participants. Partenaire principal de cette édition, EDF Corse a permis de renouveler les boîtes à dons et s'est engagé officiellement au côté d'Inseme par la signature d'une convention de partenariat qui prévoit le versement d'une aide de 12 000 euros. ■ AN

Pour plus d'informations: 04 95 20 22 61 /info@inseme.org/ www.inseme.org



Photo DR

UKRAINE

## Front commun solidaire de la CdC et des maires

**Suite à l'opération militaire** contre l'Ukraine lancée par le président russe Vladimir Poutine, la Collectivité de Corse (CdC) et les associations des maires de la Haute-Corse et de la Corse-du-Sud ont fait part de leur volonté de se mobiliser ensemble dans le cadre d'une opération baptisée «*Corsica, terra d'accolta*». Dans un communiqué collectif, ils ont expliqué que «*fidèle à ses valeurs de solidarité et d'humanisme et sa tradition d'hospitalité, la Corse a vocation à se mobiliser*» et qu'ils s'étaient donc rapprochés «*pour organiser la solidarité, à travers diverses modalités: accueil de réfugiés; soutien financier, soit directement soit en soutenant les diverses initiatives qui pourraient être prises; aide humanitaire d'urgence, notamment à travers la mobilisation du Fonds humanitaire de la Collectivité de Corse*». Une démarche qui sera conduite en lien avec l'ambassade d'Ukraine à Paris. De son côté, le 1<sup>er</sup> mars, le ministre de l'Intérieur a réuni les préfets en visioconférence pour aborder le sujet de l'accueil des Ukrainiens fuyant la guerre et a adressé un courrier aux maires afin de construire un dispositif d'accueil. ■ AN

Les chiffres de la semaine

# 88

euros: c'est le montant mensuel moyen reçu sur sa carte de paiement par les adolescents qui, en Corse, utilisent le moyen de paiement Pixpay, contre 64,60 euros pour les adolescents vivant en Bourgogne-Franche-Comté, selon les résultats d'une enquête relative à la consommation des adolescents français. Elle se base sur les données Pixpay entre le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et le 31 décembre 2021 portant sur un total de 3,4 M€ de transactions,

Les chiffres de la semaine

# 3,6 %

sur un an: alimentée par des hausses de prix quasiment généralisées, l'inflation a connu une forte accélération en février 2022, selon une première estimation de l'Insee. Après +2,9% en janvier, l'indice des prix à la consommation a augmenté du fait d'une accélération des prix de l'énergie (+21% par rapport à février 2021), de l'alimentation (+5,6% sur les produits frais), des services et des produits manufacturés (+2,2% chacun).

Les chiffres de la semaine

# 10 000

euros attribués, dans la catégorie «Collectivités» à la Communauté de communes de l'Île-Rousse-Balagne pour la rénovation énergétique de son siège, à l'issue de la dernière édition du concours régional Trophées énergies, organisé par l'Agence d'aménagement durable, d'urbanisme et d'énergie de la Corse. Les lauréats, dans 3 catégories (particuliers, professionnels, collectivités), ont été désignés grâce au vote des internautes sur la page Facebook de l'AUE.

## Contrat engagement jeune: c'est parti!

**Le 1<sup>er</sup> mars 2022**, dans les locaux de la Mission locale de Bastia, une dizaine de jeunes bastiais âgés de 16 à 25 ans ont signé leur «contrat engagement jeune». L'objectif pour ces jeunes en décrochage scolaire, sans emploi, en situation de précarité ou en quête d'une formation est de se réorienter, se former ou s'insérer durablement dans le marché du travail. «*En Corse, 8 600 jeunes sont dans cette situation*» précise François Ravier, préfet de la Haute-Corse, venu présenter ce dispositif national lancé ce jour même et qui prend la suite de la garantie jeune. «*Ce contrat est mis en place dans le cadre du plan Un jeune, une solution; et il change de méthode.*» Par rapport à son prédécesseur, la Garantie jeune, ce nouveau dispositif se veut plus ciblé en prenant en compte les envies et les besoins des jeunes. «*Il n'y a pas une solution pour tout le monde, mais une solution pour chacun. Il faut prendre en compte les situations individuelles*» rajoute le représentant de l'État. Christian Sanfilippo, directeur régional du Pôle emploi de Corse parle de son côté de «*décloisonnement*» entre Pôle emploi et les missions locales. Pour Pierre Savelli, maire de Bastia mais également président de l'association régionale des Missions locales de Corse, qui accompagnent près de 6 500 jeunes par an, ce dispositif fonctionnera mieux que le précédent. Concrètement, il permettra aux jeunes de 16 à 25 ans, et jusqu'à 30 ans pour ceux qui sont en situation de handicap, d'être accompagnés le plus et du mieux possible pour trouver un travail ou une formation. Cela passera par des entretiens individuels pour connaître précisément les attentes, mais aussi par des ateliers pour apprendre à se présenter à un entretien d'embauche ou faire un CV. Pour les jeunes présents, l'intérêt réside surtout dans la capacité du dispositif à les insérer sur le marché de l'emploi ou à trouver un stage. Ce que les missions locales, espèrent-ils, peuvent facilement mettre en œuvre via les réseaux d'entreprises. L'objectif est donc d'accompagner cette jeunesse sur une durée minimum de 6 mois pouvant aller jusqu'à un an pour un total de 15 heures à 20 heures par semaine. Une rémunération de 500 euros par mois est possible pour tous ceux qui entrent dans ce dispositif, une somme non négligeable précise les jeunes, mais qui est conditionnée à la participation à des ateliers ou des stages. Missions locales, État et Pôle emploi l'ont rappelé, «*les jeunes ont besoin de travailler et les entreprises ont besoin de jeunes*». Reste à voir maintenant comment ce dispositif va se décliner sur le terrain, l'objectif chiffré est d'accompagner 2 500 jeunes en Corse. ■ JE



Photos JE

## Ouverture d'une maison France Service à Bastia

**En Corse**, maisons et points d'accès France Service sont plutôt cantonnés au monde rural, déserté depuis longtemps par les services publics. Pour autant, le 1<sup>er</sup> mars 2022, les services de l'Etat ont inauguré dans les locaux de la Poste, en plein centre-ville de Bastia, un espace France Service. Il s'agit de la seizième structure de ce type en Haute-Corse, mais de la première en zone urbaine. Ici, l'emplacement n'a pas été choisi au hasard. Il s'agit d'un quartier prioritaire de la ville dans lequel les autorités veulent lutter contre la fracture numérique qui empêche, il faut bien le reconnaître, une bonne partie de nos concitoyens d'effectuer des démarches administratives qui aujourd'hui sont entièrement dématérialisées. L'objectif est de «*mettre en place un service public à visage humain et de qualité*» a indiqué le préfet de la Haute-Corse François Ravier. Comme pour les autres points France Service installés sur l'île, les usagers sont accueillis par des conseillers et assistés dans leurs diverses démarches, de la déclaration d'impôts aux demandes d'aides sociales en passant par une demande de permis de conduire. Si dans nos villages, on peut aisément visualiser les personnes âgées ne sachant pas utiliser l'outil informatique, la situation est identique dans les villes, avec parfois un public jeune qui ne dispose tout simplement pas des outils numériques à domicile pour compléter les démarches comme scanner ou imprimer un document. Ici, il s'agit également de lutter contre le nonaccès au droit. Depuis l'ouverture au mois d'octobre dernier de ce point France Service dans le centre-ville de Bastia, 150 personnes ont été accompagnées. Deux autres devraient prochainement ouvrir en zone urbaine pour «*prendre en compte les lieux de vie et les besoins de la population*». Un dans les quartiers sud de la ville, et un sur la commune de Borgo, faisant passer leur nombre à 22 au total sur le département. ■ JE



## THÉÂTRE

**Misérables**

Roman le plus célèbre de Victor Hugo, *Les Misérables* explore différents thèmes: la rédemption, le combat contre la fatalité, le déterminisme, la résistance face à la pauvreté, la violence et l'injustice. Une œuvre monumentale et une galerie de personnages forts, denses, qu'ils soient sublimes ou haïssables. Aussi, en général, son adaptation à la scène ou à l'écran implique-t-elle une importante distribution. Tel n'est pas le cas, cette fois. Dans cette version co-réalisée par Charlotte Escamez [texte] et William Mesguich [mise en scène], tout repose sur quatre comédiens-chanteurs dont certains interprètent deux rôles. Le fil conducteur narratif est le personnage de Cosette qui, devenue femme, raconte son histoire, de son enfance terrible jusqu'à la mort de son père adoptif Jean Valjean, évoquant les épreuves et témoignant de la force de l'amour. «*Notre Misérables dresse le tableau d'une petite société qui pourrait évoluer dans des temps proches des nôtres. La gosse maltraitée, Cosette; la tenancière d'une auberge miteuse, Madame Thénardier; l'inspecteur viscéralement assoiffé d'ordre social, Javert; le détenu repent, Jean Valjean; le royaliste converti à la République, Marius; la pauvre ouvrière qui devient une fille de joie, Fantine; le même livré à lui-même dans la rue, Gavroche... et j'en passe, sont autant de figures qui pourraient hanter notre Paris d'aujourd'hui*», fait observer Charlotte Escamez. «*Les Misérables s'adressent à tous les cœurs et toutes les âmes, souligne pour sa part William Mesguich. L'envie de montrer cet univers poétique aux enfants est une envie essentielle qui participe à la marche du monde. Éveiller les consciences, rêver, partager le savoir pour repousser la misère. S'engouffrer par la musique, par les mots dans la brèche poétique, le sillon majestueusement creusé par Victor Hugo. Œuvre monumentale. Œuvre protéiforme qui mêle le singulier et l'universel, le grotesque et le sublime. Œuvre qui célèbre le désir de justice et la nécessité de réparation*». Si la distribution est resserrée, les créations graphiques de l'illustratrice Sandrine Replat alias Senyphine – avec notamment la scène de la barricade Saint-Denis – font plus qu'offrir un décor et réaffirment le côté «*fresque*» de l'œuvre d'Hugo. Le 10 mars 2022, 9h et 14h. Théâtre de Propriano. [04 95 76 70 00](tel:0495767000) & [theatredepropriano.com](http://theatredepropriano.com)



## DANSE

**Graces**

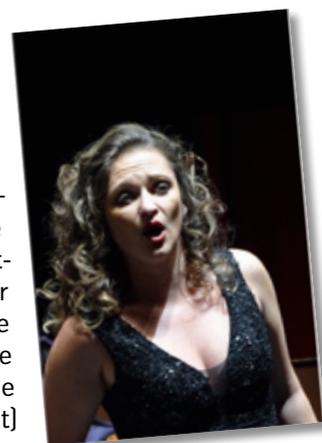
Depuis 2004, la chorégraphe italienne Silvia Gribaudo conduit une recherche artistique sur la perception et les représentations, souvent idéalisées voire standardisées, du corps dans la société. «*Dans ma jeunesse, j'étais ballerine et très mince. À partir de mes 26 ans, mon corps a commencé à s'étoffer. Que faire de ces rondeurs? J'ai décidé de redécouvrir mon corps, pour voir quels mouvements pouvaient en découler. À cette époque, je voulais devenir chorégraphe mais je n'en avais ni le courage ni la confiance. En 2009 j'ai créé mon premier solo, A corpo libero, avec lequel j'ai gagné un prix pour jeunes chorégraphes en Italie*» expliquait-elle ainsi dans une interview réalisée en 2021 par le journaliste et critique de danse Thomas Hahn. Avec *Graces*, créé en 2018 et dont le titre fait référence à une sculpture d'Antonio Canova, *Les trois Grâces*, elle revient aux fondamentaux de la danse et du mouvement, tout en continuant à interroger les concepts de beauté et de genre. Elle s'est entourée pour cela d'un trio de danseurs classiques, dont les silhouettes tout à fait conformes aux canons esthétiques du ballet classique contrastent avec la sienne, toute en rondeurs. Tous les quatre, en chaussettes et sous-vêtements noirs ou en maillots dorés, déclinent avec humour une autre conception de la beauté, en reprenant et détournant avec brio des postures de la statuaire antique ou baroque, des figures de danses académiques, des attitudes de top models ou de meneuses de revue, mais aussi la gestuelle du Haka, des katas d'arts martiaux ou encore des poses de Power Rangers ou de culturistes. Une performance artistique qui bouscule allègrement l'idéal du corps. Les 11 et 12 mars 2022, 20h 30. Fabrique de théâtre, Bastia. [04 95 39 01 65](tel:0495390165) & [www.theatrealibi.fr](http://www.theatrealibi.fr)



## MUSIQUE

**L'opéra barré**

Une cantatrice (la soprano Julia Knecht) se prépare pour la répétition de son récital. En arrivant sur le plateau, elle s'attend bien évidemment à être accompagnée par un orchestre classique. Mais elle déchantre (brièvement, qu'on se rassure) en découvrant qu'en lieu et place des violons, violoncelles, flûtes, hautbois et piano, il y a un batteur, un accordéoniste-bassiste et un guitariste. Un affreux malentendu? Ça y ressemble fort, d'autant que du côté du trio de musiciens, on attendait manifestement une chanteuse spécialisée dans les reprises de variétés ou de tubes pop-rock-folk pour faire des animations dans un restaurant. Avec un peu de bonne volonté de part et d'autre, cela dit, peut-être y a-t-il moyen de faire quelque chose? C'est tout le propos de l'association Fisarmusica, pour laquelle Julia Knecht et le musicien Jeremy Lohier ont imaginé cette amusante et étonnante rencontre de genres musicaux en apparence totalement différents. Ils offrent ainsi l'occasion d'entendre ou de découvrir des airs d'opéra parmi les plus connus dans des versions aussi peu conventionnelles que réjouissantes, comme l'interprétation de l'air de *La Reine de la Nuit* [*La flûte enchantée*, de Mozart] façon rock; *La chanson d'Olympia* [*Les contes d'Hoffmann*, d'Offenbach] revue à la sauce film d'horreur ou la *Habanera* du *Carmen* de Bizet en version tango. Le 10 mars 2022, 18h 30. Centre culturel Alb'Oru, Bastia. [04 95 47 47 00](tel:0495474700) & [www.bastia.corsica](http://www.bastia.corsica)



FAVORISER LA BIODIVERSITÉ

# ET SI ON COMMENÇAIT PAR NOS JARDINS ?



Abri à insectes

Photo DR

**L'approche du printemps et une situation de crise internationale très anxiogène incitent nombre d'entre nous à se tourner vers la nature et la pratique du jardinage. Saine occupation. À condition toutefois d'adopter les bonnes pratiques en faveur de la biodiversité locale et notamment des pollinisateurs. Pour ce faire, l'Office de l'environnement de la Corse (OEC) et ses services -le Conservatoire botanique national de Corse (CBNC) et l'Observatoire conservatoire des invertébrés de Corse (Ocic), ont recensé les bons usages à mettre en œuvre.**

**L**es pollinisateurs subissent un déclin à l'échelle de la planète, principalement du fait de l'urbanisation et de la pollution, dont les intrants chimiques tel que pesticides et herbicides. Aussi la situation n'est-elle pas strictement identique dans toutes les régions, villes et campagnes. La riche biodiversité de la Corse est due à la multitude de milieux présents, résultant des caractéristiques géographiques, de l'influence de la mer, des expositions, comme de l'histoire géologique et, plus proche de nous, de l'usage des sols. Il y a, dans l'île, des écotypes bien distincts des espèces présentes ailleurs, l'abeille noire (*Apis mellifera mellifera* Corsica), indissociable de l'AOP Miel de Corse étant la plus connue, et un fort taux d'endémisme. Parmi les milieux emblématiques

présents en Corse, les maquis regorgent de plantes nourricières et mellifères (bruyère, arbousier, ciste, par exemple) pour nombre de pollinisateurs sauvages dont les cycles biologiques sont étroitement liés à celui des plantes, tout particulièrement aux périodes de floraison. On parle d'équilibres naturels. Si on n'y prend pas garde, il est facile de perturber ces équilibres et un retour en arrière peut être compliqué. Or il serait erroné de croire que les milieux naturels et nos jardins sont des mondes totalement séparés et que nos activités de jardinage n'ont aucune conséquence possible pour la flore et la faune endémiques. *«Il est important de savoir, souligne l'OEC, que les murs, les clôtures, les haies ne constituent pas des barrières hermétiques et donc que les actions menées au*



### Bourdon des champs sur chardon à capitules denses

sein de sa propriété peuvent avoir des répercussions directes ou indirectes sur la biodiversité environnante. Les espèces exotiques envahissantes, animales ou végétales, pour ne citer qu'elles, s'échappent très vite, se propagent et représentent une des premières causes de perte de biodiversité mondiale. Il faut donc éviter les introductions animales et végétales».

Parmi les recommandations formulées, la première mesure à adopter est de ne pas utiliser d'intrants chimiques (pesticides, herbicides etc.) et d'opter pour des méthodes naturelles. Ainsi, conserver des zones de pelouses enherbées ou retarder la tonte permet par exemple de laisser les espèces végétales fleurir et constituer une source alimentaire pour les insectes. Plus la ressource sera diversifiée plus le nombre d'insectes pouvant s'en nourrir sera grand. En ce qui concerne les plantations d'ornement, l'idéal est de choisir des plants d'espèces indigènes et d'origine locale, qui présentent le double avantage d'être mieux adaptées au climat, à la nature du sol et de ne pas représenter une perturbation en termes de floraison décalée. En 2014, le CBNC avait réalisé avec l'Association de recherche et d'expérimentation sur les fruits et légumes en Corse (Areflec) un état des lieux de la filière de production d'espèces indigènes issues des populations sauvages: il en ressortait qu'environ 95 % des végétaux proposés à la vente dans l'île étaient importés du continent ou de l'étranger (Italie, Espagne...) et ne présentaient aucune origine locale; et que 5 % seulement des végétaux commercialisés étaient produits en Corse, pas nécessairement d'ailleurs à partir de matériel végétal provenant de milieux naturels insulaires. Or l'entrée massive de végétaux pose de nombreux problèmes liés notamment aux risques d'introduction d'espèces animales ou végétales potentiellement invasives, ou encore de maladies et pathogènes tels que cynips du châtaignier, cochenille du pin, charançon du palmier ou *Xylella fastidiosa*. Ces invasions posent des problèmes écologiques, mais aussi économiques puisque différentes filières reposent sur des cahiers des charges précis qui s'appuient sur des spécificités propres à la Corse. C'est pourquoi, après des expérimentations sur la mise en culture d'espèces sauvages, le CBNC a créé la marque Corsica Grana qui certifie les plantes et semences produites en Corse à partir de matériel végétal issu de populations insulaires «sauvages» et assure leur traçabilité.

Pratique recommandée, la plantation de haies composites, car les haies ont un rôle écologique très important. Outre qu'elles ont un effet de brise-vent, luttent contre l'érosion en freinant le ruissellement et, en augmentant l'infiltration de l'eau, contribuent à réduire la température, elles constituent un véritable abri, un lieu de reproduction et une source de nourriture pour bon nombre d'espèces animales. Il est préférable à nouveau de diversifier les espèces végétales utilisées au sein de la haie, avec des espèces favorables, mais aussi très esthé-

tiques telles que le myrte, l'arbusier, ou bien encore la filaire, qui présentent de plus l'avantage de résister à la sécheresse; en sachant qu'il est possible d'organiser sa haie en plusieurs rangs de hauteurs différentes.

En revanche, l'exemple même de la fausse bonne idée pour favoriser la biodiversité est la dispersion de mélanges de graines de plantes mellifères (sachets, bombes de graines), car ils sont constitués de semences pour la plupart non présentes en Corse, ou qui ne sont pas d'origine locale, voire d'espèces exotiques envahissantes et peuvent causer de perturbations importantes: floraison décalée donc perturbation des pollinisateurs, pollution génétique des espèces végétales si elles sont présentes sur l'île à l'état naturel.

Lorsqu'on parle d'insectes pollinisateurs, on pense généralement abeilles domestiques et ruches, mais il y a également les abeilles solitaires telles que les *Andrènes*, les *Halictes* ou les *Anthophores*. Laisser dans son jardin des zones de terre à nu (horizontale ou en talus) peut être une bonne idée car cela permet à ces abeilles solitaires de faire leurs nids. On peut également fabriquer des «hôtels», au moyen d'une petite caisse en bois ou d'un pot de fleurs en terre. Concernant le remplissage, tout dépend des insectes à qui l'hébergement est destiné. S'il s'agit d'abeilles sauvages, des tiges creuses ou à moelle tendre (bambou, canne ou ronce) ainsi que des bûches percées sont tout à fait indiquées. Attention cela dit à ne pas utiliser du bois traité qui pourrait être toxique pour les hôtes. Pour être favorable à une plus grande diversité d'espèces, il faut prévoir des trous de diamètres différents entre 3 et 10 mm sur une profondeur de 10 à 20 cm, mais aussi légèrement incliner l'extrémité vers le bas pour éviter la pénétration de l'eau de pluie. Pour accueillir d'autres insectes, on peut utiliser pailles, fagots de bois mort, pommes de pins, écorces etc. Tout cela servira de cachette ou de zone de nidification pour de nombreuses espèces! Une fois confectionné, l'hôtel doit être placé à l'abri du vent, orienté sud/sud est et de préférence à proximité de ressources alimentaires. Une erreur à ne pas commettre est de voir trop grand et de penser «building», mieux vaut privilégier, pour la circonstance, l'habitat pavillonnaire. En effet, une structure trop grande concentrerait un grand nombre d'insectes au même endroit et serait contre-productif car on retrouverait alors les mêmes problèmes qu'avec de l'élevage intensif, à savoir l'apparition et le développement de maladies et de parasites. Pour éviter ou au moins limiter cela, il est donc plutôt conseillé de réaliser plusieurs petits hôtels disséminés, a fortiori si on dispose d'un grand terrain.

Enfin, depuis votre jardin, vous pouvez contribuer à la veille scientifique et environnementale, en partageant vos observations [périodes de floraison et insectes rencontrés] avec le CBNC [cnbc@oec.fr] et l'Ocic [ocic@oec.fr]. ■ AN

Savoir + : [agir.biodiversitetousvivants.fr/les-gestes/all/](http://agir.biodiversitetousvivants.fr/les-gestes/all/) ; [pollinisateurs.pnaopie.fr](http://pollinisateurs.pnaopie.fr) ; [www.corsicagrana.corsica](http://www.corsicagrana.corsica) ; [www.facebook.com/CBNCorse](http://www.facebook.com/CBNCorse) ; [www.facebook.com/ReseauObsOCIC](http://www.facebook.com/ReseauObsOCIC)

# CARNETS DE BORD

## LE RIDEAU DE FER, LES HÉROS ET L'ENFANT

par Béatrice HOUCARD



**J**e m'en souviens comme si c'était hier. Sans doute était-ce autour de 1961-1962, après l'épisode de la Baie des cochons, quand États-Unis et Union soviétique étaient passés à deux doigts du pire: on entendait dire qu'il y avait au beau milieu de l'Europe un «rideau de fer». C'était la guerre froide.

Pour moi qui fréquentais beaucoup le théâtre où chantait ma mère, le «rideau de fer» évoquait ce lourd ustensile gris et laid que les machinistes descendaient et remontaient avant chaque spectacle pour s'assurer qu'il fonctionnerait en cas d'incendie. J'imaginai donc, enfant, qu'un véritable rideau de fer avait été installé au milieu du continent, plus solide et plus effrayant qu'une frontière. Après tout, on avait bien érigé un mur à Berlin!

Sans doute visible par satellite, le mur était incarné par des blindés déployés sur 8500 kilomètres, avec d'un côté l'Allemagne de l'Ouest, l'Autriche et la Yougoslavie, de l'autre l'Allemagne de l'Est, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Bulgarie, à l'ombre de l'empire soviétique et réunis dans le cadre du Pacte de Varsovie, sorte d'Otan oriental. C'est Winston Churchill qui, le premier, avait utilisé l'expression «rideau de fer» dans un discours devant des étudiants en 1946: «*De Stettin sur la Baltique à Trieste sur l'Adriatique, un rideau de fer s'est abattu sur le continent.*» En France, seule *L'Humanité* avait trouvé à redire à la parole du vieux lion anglais: «*L'antisoviétisme, écrit le quotidien communiste, rend certains hommes d'état aveugles au danger de la renaissance de l'agression allemande*» ...

Tous ceux qui pointent du doigt les baby-boomers et racontent qu'ils ont traversé les années 1960 dans la plus parfaite insouciance ont tort. Il y avait certes dans l'air un peu de légèreté, la confiance dans le progrès, la Seconde Guerre mondiale qui s'éloignait, le niveau de vie qui augmentait, mais aussi cette peur diffuse d'une troisième guerre mondiale, dont on disait qu'elle ne pourrait être que nucléaire. Après tout, chaque génération avait eu «sa» guerre depuis les rois de France, Napoléon et les Républiques. On pensait: pourquoi la guerre, cette fatalité, disparaîtrait-elle soudain du paysage?

Quand les chars russes étaient entrés dans Budapest en

1956 et dans Prague en 1968, on n'avait été que modérément rassuré. Au soir de l'élection de François Mitterrand, le 10 mai 1981, bien des électeurs de droite sincères pensaient que les chars russes seraient place de la Concorde dès le lendemain matin, puisque des ministres communistes étaient annoncés.

Les chars russes ne sont pas venus, les ministres communistes ont ravalé leurs désillusions et c'est ce président socialiste, François Mitterrand, qui a remis à leur place les pacifistes et leur slogan «*plutôt rouges que morts*» en disant cette vérité toute crue, le 20 janvier 1983 devant le Bundestag, à Bonn: «*Les pacifistes sont à l'ouest, mais les missiles sont à l'est.*»

Puis le mur de Berlin est tombé, entraînant avec lui l'Union soviétique. La guerre a disparu. Du moins à nos portes, malgré le Kosovo et les forces de l'Otan, France en tête, qui bombardaient Belgrade et la Serbie au printemps 1999. Remplacée, si l'on ose dire, par le terrorisme, notamment avec les attentats du 11 septembre 2001 puis, en France, les massacres de Charlie, de l'Hyper cacher puis du Bataclan, la guerre semblait n'être que le souvenir d'un autre temps. Au point qu'on a beaucoup répété récemment, sur un ton martial, que «*nous sommes en guerre*», y compris à propos d'un virus.

J'ignore si Vladimir Poutine est fou ou froidement rationnel. S'il se prend pour un tsar et si ses généraux continueront de le suivre aveuglément. J'ignore si les opinions publiques qui manifestent non sans risque à Moscou et à Saint Pétersbourg [c'est autrement plus dangereux que de protester contre le passe sanitaire] auront une influence quelconque sur le cours de la tragédie. Je ne sais pas non plus, bien sûr, si la guerre lancée par la Russie en Ukraine aura laissé la place à de vraies négociations quand paraîtront ces lignes.

### BOXEUR ET COMÉDIEN

L'Histoire réserve souvent d'étranges clins d'œil en fabriquant de nouveaux héros. Prenez le maire de Kiev, que l'on écrit Kyiv en ukrainien. Vitali Klitschko est un ancien boxeur, champion du monde en catégorie poids lourds entre 1999 et 2005. Il a remporté 45 de ses 47 combats, dont 41 par KO. En 2006, il a été battu dans l'élection pour la mairie de Kiev.



Illustrations d'après photos DR.

Il est devenu député pro-européen, à la tête d'un parti favorable à la révolution pro-européenne de la place Maïdan. Finalement, à défaut d'être devenu président de l'Ukraine, il est devenu maire de Kiev en 2014, avant d'être réélu en 2020. En 2018, il avait confié ceci au quotidien britannique *The Guardian*: «*Je me souviens de l'Union soviétique et de quand le rideau de fer est tombé en 1991. J'avais juste 20 ans, tout le monde rêvait de vivre dans une société démocratique moderne [...] Plus de quinze ans ont passé et rien n'a changé.*» Jeune homme, Vitali Klitschko vivait dans les environs de Tchernobyl. Son père, général de l'armée soviétique, était chargé de la décontamination du site. Désormais, l'ancien boxeur, avec ses 2,02 m, a enfilé son gilet pare-balles: «*Je défendrai Kiev les armes à la main*», avait-il promis dès le 10 février aux habitants de sa ville.

L'autre héros ukrainien est plus inattendu encore. On s'était bien moqué de lui, avec un peu d'angoisse, quand il avait été élu président de son pays en 2019 avec 73,2 % face au président sortant Petro Porochenko. Volodymyr Zelensky, 44 ans, était un humoriste, comédien et réalisateur. Il avait gagné la version ukrainienne de l'émission *Danse avec les stars* et interprété, dans la série à succès *Serviteur du peuple*, diffusée actuellement sur ARTE. TV, un professeur d'histoire qui devient président de l'Ukraine. Ça lui avait donné des idées. On a reproché à Zelensky, au début de son mandat, son inexpérience et sa faiblesse face aux séparatistes russophones du Donbass. Aujourd'hui, il est l'une des cibles principales de l'agresseur russe et tous les dirigeants occidentaux saluent son sang-froid. Au Parlement européen, le 1<sup>er</sup> mars, il a eu droit à une longue standing ovation après avoir demandé, en visioconférence, que son pays puisse intégrer en urgence l'Union européenne. Ajoutant: «*Prouvez-nous que vous êtes à nos côtés.*»

### MÊME LA HONGRIE

La géopolitique se marie mal avec l'émotion. Elle n'a pas à le faire. Quand l'histoire redevient tragique, il faut garder la tête froide. Pourtant, en lisant ou regardant les reportages des journalistes sur le terrain, il est bien difficile de ne pas y céder.

On avait vu les mêmes images en provenance de Syrie, d'Irak ou d'Afghanistan. Mais les scènes se rapprochent: Kiev n'est qu'à 2 378 kilomètres de Paris. Sur un GPS, on peut voir qu'un des itinéraires proposés (23 h 41 minutes de route) passe par Bruxelles et Berlin. En consultant l'application Fliht radar 24, qui permet de suivre en temps réel la trace de tous les avions commerciaux en vol à travers le monde, une image frappe l'esprit: au-dessus de l'Ukraine mais aussi de la Biélorussie, de la Moldavie et d'une partie de la Russie, le ciel est vide.

Sur les routes, on a vu la longue file des habitants qui fuient, rappelant les récits de l'exode de 1940 racontés dans les foyers français. Des familles se séparent, les femmes et les enfants partant pour la Hongrie ou la Pologne tandis que les hommes sont réquisitionnés pour prendre les armes et n'ont plus le droit de quitter le territoire. À la une du *Parisien*, le 27 février, un enfant de 5 ou 6 ans, assis sur un trottoir, parka bleu et sac à dos vert, mange un morceau de gâteau sur la route d'un exil qu'on espère pour lui provisoire.

Rien de nouveau sous le soleil brouillé de l'histoire, peut-être. Rien qu'un violent sentiment de tristesse et d'accablement. D'inquiétude aussi.

Oublié, le Covid-19. En apesanteur, la campagne présidentielle où Nathalie Arthaud, qui a obtenu sans problème ses 500 parrainages comme d'habitude, renvoie dos à dos la Russie et l'Otan; et où Éric Zemmour affirme qu'il ne serait pas question pour la France, s'il était président, d'accueillir des réfugiés ukrainiens (qui sont pourtant chrétiens, pour reprendre sa logique). En France, pendant l'été 1940, des «*réfugiés*» parisiens avaient été très mal reçus dans certaines villes du sud-ouest de la France où on les accusait de venir manger le pain et le beurre de la zone libre.

Éric Zemmour devrait regarder ce que font ses modèles politiques, et on ne parle pas ici de Vladimir Poutine: en Hongrie, le Premier ministre Viktor Orbán, au sein d'une Europe qui serre les rangs comme jamais, a mis entre parenthèses les lois restreignant le droit d'asile et l'immigration. Il ne s'offre pas un brevet de démocratie pour autant et ses propos sur Vladimir Poutine restent ambigus. Mais tel est le paradoxe des guerres: parfois, elles réservent aussi de bonnes surprises. ■



**agir  
PLUS**

FAIRE DES ÉCONOMIES  
C'EST FACILE...  
ISOLEZ VOTRE TOIT !

## FAITES CONFIANCE AUX ENTREPRISES PARTENAIRES AGIR PLUS

Calculez votre Prime économies d'énergie sur [corse.edf.fr/agirplus/](https://corse.edf.fr/agirplus/) et demandez vos devis à des entreprises Agir Plus labellisées RGE.



RETROUVEZ TOUTES  
NOS SOLUTIONS AGIR PLUS SUR :  
[corse.edf.fr/agirplus/](https://corse.edf.fr/agirplus/)